



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

02/03/2024

Jeudi 29 février, un nouveau crime de masse à Gaza qui appelle une riposte populaire

Jeudi 29 février, alors que Gaza est l'objet d'une attaque d'une violence inouïe de la part de l'armée de la colonisation sioniste, attaque qui a déjà fait plus de 30.000 morts, 70.000 blessés et des milliers de disparus, en majorité des femmes et des enfants, un nouveau crime de masse vient d'être commis.

Ce crime dont le bilan est de plus de cent morts et plus de 700 blessés a été perpétré lors d'une des rares distributions de nourriture qu'autorise la puissance occupante qui de fait, affame le peuple Gazaouie. Des dizaines de milliers de personnes soumises à la faim et à la soif, sans médicament ont tenté, selon les témoins oculaires, de trouver un peu de nourriture dans les transports qui ont pu arriver jusqu'à la zone. C'est sur ce rassemblement que les troupes d'occupation ont ouvert le feu.

La responsabilité de la force occupante est totale et les demandes d'une commission d'enquête ne sont qu'un moyen de *noyer le poisson* pour retarder des décisions claires quant aux sanctions internationales nécessaires pour que prenne fin le massacre à Gaza.

Les pays, dont la France, et en premier lieu les États-Unis qui ont donné un blanc-seing au gouvernement d'Israël pour la destruction de la bande de Gaza et le meurtre de sa population ne peuvent pas se *laver les mains* de la situation en bavardant sur la solution à deux États rejetée par le parlement israélien. Quand le Ministre des affaires étrangères déclare dans une interview au journal Le Monde : "*Il ne faut pas penser que la France toute seule aura un impact sur le Proche-Orient. Chacun a son levier. La diplomatie française le dit pour la première fois : la reconnaissance de l'État palestinien est un élément du processus de paix qu'il faut utiliser au bon moment. Ce bon moment s'évaluera le moment donné.*" Faut-il comprendre que le moment n'est pas venu d'accentuer la pression sur l'État colonial quand le massacre et les destructions s'amplifient à Gaza, quand la colonisation redouble d'intensité en cis-Jordanie, quand la répression bat son plein contre les militants palestiniens et tous ceux qui affrontent la politique d'apartheid ?

Pour nous, la situation appelle au contraire à des mesures fortes et significatives qui mettent en difficulté réelle l'État colonial : ainsi, nous exigeons la rupture des relations diplomatiques avec Israël, l'exigence d'un cessez le feu immédiat, la fin de la coopération économique, scientifique, culturelle et militaire, la reconnaissance immédiate du droit des palestiniens au retour et à un État.

Pour obliger le gouvernement français à aller dans ce sens, il est nécessaire que la lutte populaire s'amplifie sur ces bases claires.